

Archives municipales de Toulouse – *Dans les bas-fonds*.

Août 2016 – n° 8

« Le devin Baron »

Les tracas d'un sourcier-devin à la fin du XVIII^e siècle face à la justice criminelle des capitouls.

Composition du dossier :

Un billet estival :

- Le devin Baron

pages 2-8

Un fac-similé de procédure criminelle des capitouls :

- fac-similé intégral de la procédure du 29 juillet 1775.

pages 9-90

Billet et dossier disponibles en ligne à l'adresse :

<http://www.archives.toulouse.fr/archives-en-ligne/explorez-les-fonds-documentaires/dans-les-bas-fonds>

Pour citer ce billet :

G. de Lavedan – Hanna Bianne, Archives municipales de Toulouse, « **Le devin Baron** », *Dans les bas-fonds*, (n° 8) août 2016, publication en ligne [CC BY-SA 3.0 FR].

Pour citer, reproduire, ou réutiliser le fac-similé :

- Ville de Toulouse, Archives municipales, FF 819/6, procédure # 134, du 29 juillet 1775.

Le contenu de ce dossier (*billet, texte de présentation, transcription éventuelle de document, et copies de documents d'archives - ici appelées fac-similés*) relève du règlement des Archives municipales de Toulouse sur la réutilisation des données publiques.

Ce billet est proposé en licence Creative Commons : Attribution - Partage à l'identique 3.0 France (CC BY-SA 3.0 FR). Le fac-similé est mis à disposition sous licence RIP aux mêmes conditions.

- pour les billets, le réutilisateur est invité à mentionner la source des informations telle qu'elle figure plus haut sur la présente page (**Pour citer ce billet**).

- pour les fac-similés, le réutilisateur a pour obligation de mentionner la source des informations, sous la forme telle qu'elle figure plus haut sur la présente page (**Pour citer, reproduire, ou réutiliser le fac-similé**). Cette mention devra figurer, de manière visible, à proximité immédiate des informations réutilisées.

Le devin baron.

Les tracas d'un sourcier-devin à la fin du XVIII^e siècle face à la justice criminelle des capitouls.

Aucune cause matérielle ne peut faire tourner la baguette ni sur les meurtriers, ni sur les voleurs, ni sur les choses dérobées ; Ce qu'on a dit a été trouvé convainquant, & on peut bien se dispenser d'en parler ici davantage. [...]

Concluons de tout ceci avec combien de raison Mr. Le cardinal le Camus a défendu, sous peine d'excommunication, comme une pratique superstitieuse l'usage de la baguette pour découvrir les limites & les choses perdues ou dérobées.

Pierre Lebrun, *Histoire critique des pratiques superstitieuses*¹.

La grande ordonnance criminelle de 1670 reste étrangement muette sur tout ce qui peut toucher de près ou de loin à la sorcellerie, divination et autres pratiques occultes. Il faut attendre l'ordonnance royale de juillet 1682 pour obtenir un cadre qui s'impose comme une (r)évolution "contre tous ceux qui se disent devins, magiciens et enchanteurs" ; dès lors, leurs adeptes et pratiquants ne seront plus envoyés au bûcher, leur crime étant redéfini comme celui d'une tromperie, un abus de confiance envers le public naïf.

Au point que l'abbé Lebrun, dans son *Histoire critique des pratiques superstitieuses*, narre une affaire arrivée dans le Lyonnais à la fin du XVII^e siècle, où le sourcier Jacques Aymar fut appointé par la justice afin d'essayer de démasquer les auteurs d'un crime sanglant. Lyon, avant même Edmond Locard, se distinguait déjà par son ingéniosité dans la recherche du crime.

Les **Bas-Fonds** de ce mois d'août nous transportent à Toulouse, fin juillet 1775, et nous y font rencontrer un devin qui, lui, loin d'être appointé par les capitouls dans la lutte contre le crime, se trouve sur le banc des accusés.

Joseph Baron, un sourcier-devin, avait en effet été pressé par certains de découvrir l'auteur d'un vol de bouteilles de vin ; las, il va finalement se retrouver lui-même accusé de... tromperie, ou d'extorsion et de fausse accusation, ou encore peut-être d'abus de confiance.

Dans cette procédure instruite et jugée par les capitouls, les hésitations de la justice quant à la définition exacte du crime du devin sont perceptibles, et la peine finalement décernée est probablement un compromis qui contentera autant les capitouls que... l'accusé lui-même !

¹ *Histoire critique des pratiques superstitieuses qui ont séduit les peuples & embarrassé les sçavans. Avec la méthode et les principes pour discerner les effets naturels d'avec ceux qui ne le sont pas*, par un prêtre de l'Oratoire [Pierre Lebrun], chez Guillaume Behourt, Rouen, 1702 (extraits cités ici : p. 323-324).

Le mystérieux vol des bouteilles du sieur Laborde.

L'audition d'office de Joseph Baron².

Joseph Baron a été arrêté, il est donc ouï d'office par les capitouls ; interrogé s'il fait le métier de devin et en profite pour extorquer de l'argent, il nie, et se contente de dire qu'il aide les uns et les autres.

De ce premier interrogatoire va dépendre la suite de la procédure ; le procureur du roi, à qui les éléments ont été communiqués, décide qu'il est nécessaire de poursuivre et va donc porter sa requête en plainte dès le lendemain³ « car la conduite dudit Baron intéresse et blesse d'un côté la religion, de l'autre l'honneur et la tranquillité des personnes ».

Pendant cet intervalle, Baron reste sous la main de la justice, sans être encore officiellement écroué, chose qui sera décidée après l'audition des témoins.

Mais que s'est-il réellement passé pour que cet homme, à priori inoffensif, se retrouve en si fâcheuse posture ?

L'éclairage des témoins⁴.

Les trois premiers témoins à charge vont enfin pourvoir nous éclairer ; ils tiennent des discours sensiblement équivalents.

À l'origine, un vol avec effraction découvert dans la maison de monsieur Laborde, sise rue Vinaigre⁵. Un cabinet y a été enfoncé, et plusieurs bouteilles de vin d'Alicante subtilisées. Jean-François Laffont, domestique au service de monsieur Laborde, certainement tancé par son maître à ce sujet, s'enquiert tout d'abord auprès des maçons qui travaillent dans la maison. L'un d'eux, ayant à son tour peur d'être accusé (car il a couché sur les lieux), lui conseille « d'aller au devin ». Mais où diable trouver un devin ?

C'est un des manœuvres qui va pouvoir leur indiquer un devin qui réside dans le quartier Saint-Cyprien. Après une première consultation, les maçons reviennent auprès du domestique et lui annoncent que le devin a parlé : pour lui, aucun des maçons n'est coupable du vol, mais certainement est-ce là l'œuvre des apprentis et aides présents sur le chantier. Le devin réclame donc qu'on revienne le voir en lui apportant les noms de ces manœuvres. Les deux maçons retournent à Saint-Cyprien, cette fois-ci accompagnés de Jean-François Laffont.

La scène de divination est décrite très précisément par chacun des témoins : Joseph Baron les fait asseoir, prend sa baguette fourchue, et marmonne des prières en invoquant les noms de Dieu et de la Vierge, tout en écoutant le domestique qui lui lit la liste portant les noms des manœuvres. Après cela, le devin révèle les noms des deux coupables : les manœuvres Boyer et Couderc, et précise même que le vol a eu lieu le mardi 25 juillet.

Pour sa peine, Baron demande 6 livres, mais Laffont réussit à négocier et obtient de ne payer que la moitié de cette somme. Le maçon Darris précisera encore que le devin avait bien recommandé de ne point livrer les coupables à la justice, mais de se contenter de les renvoyer du chantier et, vaine précaution, « de ne point le compromettre lui-même ».

² Pièce n° 1 du fac-similé, intégralement transcrite.

³ Pièce n° 2 du fac-similé, intégralement transcrite.

⁴ Pièce n° 4 du fac-similé.

⁵ Actuelle rue Alexandre Fourtanier.

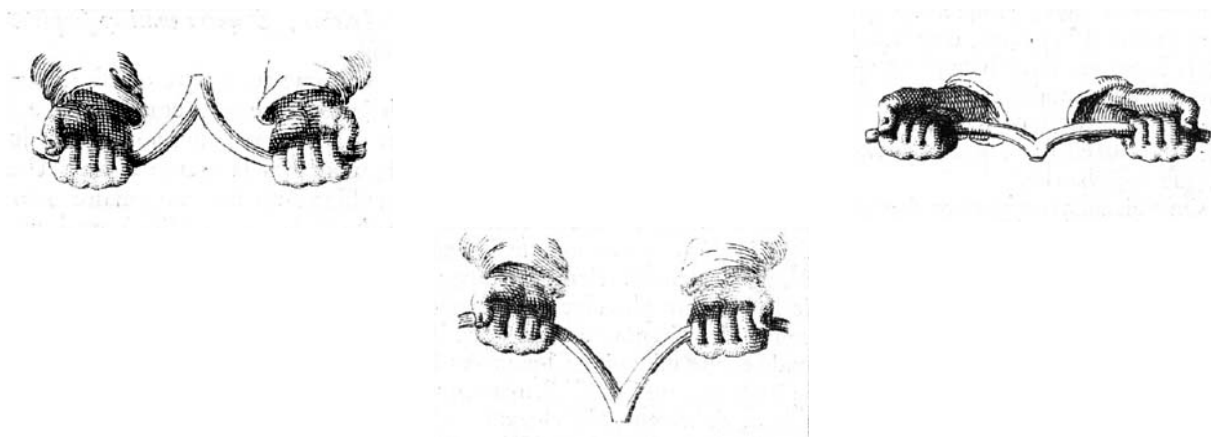
Après ces témoignages, un quatrième témoin, fille de service chez l'abbé Mage, est aussi entendu.

Marie Boyé n'a pourtant à priori absolument rien à voir avec cette affaire ; en revanche, elle a été en contact avec des personnes ayant consulté le devin pour un fait similaire, celui de la disparition de pièces d'argenterie de madame de Pins, et se serait ainsi trouvée elle-même accusée par Joseph Baron d'avoir caché l'argenterie, ce afin de faire punir une cuisinière.

À ce stade, son témoignage, reste peu fiable car elle ne peut nommer le devin qui l'aurait accusé. Tout ce qu'elle sait c'est qu'un autre devin résidant au faubourg Saint-Michel n'ayant rien su dire, un second a été consulté et l'a alors accusée.

Il s'agit effectivement de Joseph Baron, puisque lors de son deuxième interrogatoire⁶, il admettra sans peine avoir récemment aidé des domestiques de madame de Pins à retrouver des pièces d'argenterie, non pas volées, mais cachées par malice.

Il faut avouer que cet interrogatoire du 1^{er} août se passe très bien, notre devin est mis à l'aise par l'assesseur qui le questionne, allant presque jusqu'à lui dire que les maçons et le domestique de monsieur Laborde étaient responsables de l'avoir forcé à utiliser son don et sa baguette. Peine perdue, Joseph Baron a certainement tout dit et n'a plus aucune révélation fracassante à faire.



[trois manières de tenir la baguette], gravure anonyme, in *Histoire critique des pratiques superstitieuses ...*, par Pierre Lebrun (page 4 – détail)

La baguette du devin Baron

Joseph Baron précisera à plusieurs reprises qu'il n'est point sorcier, ni même devin, mais qu'il se sert effectivement de sa baguette « pour connoître où il y a de l'eau et de l'argent, et que c'est par le moyen de la même baguette qu'il pourroit trouver si une personne a quelque chose qu'on voudroit savoir ».

Actuellement, sa baguette est prétendument inutilisable, ou faussée, car une des branches en est rompue.

⁶ Pièce n° 6 du fac-similé.

Un accusé résigné ?

À ce stade, on aurait pu s'attendre à ce que les capitouls rendent une simple sentence définitive : une admonestation, une semaine de cachot, voire une ordonnance d'enfermement. Or il n'en est rien⁷, après les conclusions interlocutoires du procureur du roi⁸, les juges prononcent un « dictum de sentence sur la forme de procéder »⁹ qui va entraîner le récolement des témoins, et la confrontation d'iceux avec l'accusé ; on passe donc à la procédure extraordinaire.

Le récolement des dépositions¹⁰.

Cela n'apportera rien de nouveau, chacun des témoins s'en tient en effet à sa première déposition.

Les confrontations entre Baron et les témoins¹¹.

Les confrontations sont habituellement un temps fort de la procédure, car elles voient souvent l'accusé s'emporter, nier farouchement et tenter de récuser les témoins à charge. Dans le cas présent Joseph Baron va rester très calme : il ne souhaite récuser aucun d'entre eux, accorde même avoir pu se tromper dans son jugement, précise un point ou l'autre.

Sa seule ligne de défense est celle de nier avoir jamais été devin, et de dire que sa baguette lui sert seulement à « connoître ».

Une sentence qui arrange tout le monde ?

Voilà l'heure de la sentence¹² : le 21 août, Joseph Baron est condamné à un an d'enfermement à l'hôpital de la Grave – à un saut de puce de son logement actuel.

Résigné ? Soulagé ? Toujours est-il que le lendemain, lorsque le greffier vient lui en lire le prononcé, Baron acquiesce à la sentence et renonce à faire appel ; peut-être voit-il effectivement cela comme une aubaine, sachant qu'ainsi il ne manquera pas de pain pendant une année entière ?

Finalement, le 23 dudit, l'huissier Sempé conduira Joseph Baron à la porte de l'hôpital de la Grave et le remettra au pouvoir du nommé Maurice, portier, avec interdiction de l'en laisser sortir avant la fin de son temps¹³.

⁷ Peut-être cette sévérité est-elle due au fait que Baron est récidiviste ; rappelons qu'il a été arrêté pour le même fait quelques années auparavant.

⁸ Pièce n° 7 du fac-similé.

⁹ Pièces n° 8 et n°9 du fac-similé.

¹⁰ Pièce n° 10 du fac-similé.

¹¹ Pièce n° 11 du fac-similé.

¹² Pièce n° 14 du fac-similé. La copie de cette sentence se trouve aussi au début de la pièce n° 15 dont la transcription intégrale est jointe au fac-similé.

¹³ Pièce n° 15, intégralement transcrite.



[le devin et sa baguette], gravure, Jac[ques] de Favarine, fecit, pleine page in *Histoire critique des pratiques superstitieuses ...*, par Pierre Lebrun, 2^e édition augmentée [par J. Bellon de Saint-Quentin], tome 2 (planche non paginée, entre pages 324 et 325).
- <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k9641309f/f337.image> -

Les archives de la justice capitulaire et les pratiques divinatoires ou occultes.

Une ville en pénurie de devins, sorciers et autres mages ?

Parmi les procédures instruites par les capitouls, seules trois nous mettent réellement aux prises avec les forces occultes¹⁴.

L'affaire Joseph Baron en est une. Sa baguette nous paraît bien inoffensive, certes, mais notre devin n'avait-il pas tout intérêt à dénigrer l'étendue de ses pouvoirs, si tenté qu'il en eut.

Un autre sourcier s'est signalé en 1761, cette fois accompagné de personnages qui possèdent un manuscrit d'incantations. L'affaire aurait pu faire grand bruit, d'autant plus que le procureur du roi agit sur dénonce de la présidente de Caulet. Pourtant, la sentence rendue se limite à une admonestation officielle, assortie d'une aumône¹⁵ de 3 livres pour chacun des accusés.

La dernière procédure, trouvée en 1778, est bien plus sérieuse puisqu'il s'agit cette fois d'un cas de nécromancie. Une tête humaine a même été retrouvée dans une vigne, un livret d'incantations dans une maison proche, et un prêtre ferait partie des suspects. Encore une fois, elle ne semble n'avoir eu aucune conséquence fâcheuse pour ses auteurs.

La première citée compose le corps de ce dossier estival ; il ne nous reste plus qu'à vous résumer les deux suivantes, en détaillant brièvement ce qui en fait la particularité.

1761, le trésor enterré de madame de Caulet¹⁶.

En décembre 1761, la présidente de Caulet doit être bien ennuyée : elle s'est laissée convaincre qu'une somme de 30 000 livres était enterrée dans les caves de son hôtel et a ainsi permis au marbrier-sculpteur Jean-Marc Arcis¹⁷, au sourcier Paul Personne et au soi-disant chevalier de Barrère, de venir faire les fouilles nécessaires afin d'exhumer le prétendu trésor qui devait ensuite être partagé.

Las, la baguette du sourcier ne trouve qu'une maigre pièce enfouie. En revanche, une résurgence ne tarde pas à inonder le trou déjà creusé et menacer les fondations de la cave.

Qu'importe, Arcis fait venir des petits enfants qu'il baigne nus dans l'eau du trou, tout en prononçant d'étranges incantations latines, les aspergeant d'eau avec une branche de laurier, alors qu'une figure du Christ, attachée à la pompe (louée pour l'occasion), assiste à la scène.

La plaisanterie ayant assez duré, la présidente craignant de devenir la risée de la ville demande au procureur du roi de poursuivre.

¹⁴ D'autres viendront probablement compléter cette petite liste établie à partir des procédures déjà inventoriées ou en cours de classement, ce qui correspond grossièrement à 1/3 de l'ensemble du fonds.

¹⁵ Une amende.

¹⁶ Archives municipales de Toulouse (*désormais* A.M.T.), FF 805/7, procédure # 171, du 23 décembre 1761.

¹⁷ Neveu du célèbre sculpteur Marc Arcis.

1778, la tête de la salade trouvée dans une vigne¹⁸.

Le 29 mai 1778, Étienne Chabrié, jugé pour vol par le sénéchal du Puy-en-Velay, et condamné en appel par le parlement, est pendu à Toulouse, puis son corps exposé à la salade¹⁹ près des Minimes de Saint-Roch.

Un mois plus tard, une tête humaine est découverte dans une vigne proche de l'église de Lalande. Les capitouls perquisitionnent une maison proche qui semble inhabitée et font une découverte pour le moins aussi étrange que celle de la tête : « sur une table de la salle basse contiguë audit chai, avons trouvé un petit livret couvert de parchemin, manuscrit, portant pour titre : *Opération tirée de la vraie nécromancie immanquable en suivant de point en point ce qui suit*, finissant par ces mots : *il faut faire attention qu'il faut savoir le nom et le surnom de la personne*, plus deux cierges de demi-livre chacun ou environ, quatre chandelles entières, un petit Christ, quatre chandeliers, deux en laiton, un en étain et un de bois, une bande de papier sur laquelle est écrit *Étienne Chabrié, Étienne Lapaille* ».

Les langues se délient peu à peu, certain témoins locaux sont à même de livrer des noms de suspects et on auditionne l'un d'entre eux, le boucher toulousain Rey dit Lasserre.

Bonhomme, il répond à toutes les questions et va même jusqu'à devancer celles qu'on ne lui a pas encore posées :

- Oui, il sait qu'il y a une tête dans la vigne, il l'y a enfouie là (pas très bien certes, mais à chacun son métier ; il est boucher et non pas fossoyeur).

- Oui, il a prêté sa maison à un prêtre accompagné de cinq à six autres personnes.

- Oui, ceux-ci lui ont dit qu'ils allaient tous devenir riches grâce à la session de nécromancie.

- Oui, ils sont allés à la salade des Minimes un soir à minuit pour y prendre une tête sur le corps d'un supplicié.

- Oui, il s'agit bien de la tête prise sur le corps d'Étienne Chabrié, celui pendu fin mai.

- Oui, l'un d'eux a inscrit le nom sur ce bout de papier qu'on lui présente ; cela était crucial pour le bon déroulement de la cérémonie.

- Non, ça n'a pas marché, l'esprit n'est pas venu et encore moins les louis d'or.

- Non, ils n'ont pas ramené la tête à la salade, tout simplement car, l'esprit ne s'étant jamais manifesté, il ne risquait pas de se venger.

- Non il connaît pas du tout les personnes qui étaient chez lui.

- Non, il ne connaît pas le prêtre, qu'il croit quand même être de la banlieue et qui passe pour être un homme dangereux, cachant des pistolets sous sa soutane.

Après cet interrogatoire, le boucher Lasserre est renvoyé à sa boucherie et la procédure s'arrête apparemment là. D'ailleurs de quoi pourrait-on l'accuser ? Certainement pas de profanation de sépulture puisque qu'il s'agissait d'un corps exposé à la salade, destiné à être dévoré par les oiseaux et bêtes sauvage !

¹⁸ A.M.T., FF 822 (*en cours de classement*), procédure du 27 juillet 1778.

¹⁹ On dira aussi fourches patibulaires ou encore, gibet.

Composition des pièces de la procédure du fac-similé

Références	Cote de l'article : FF 819/6, procédure # 134, du 29 juillet 1775. Série FF, fonds de la justice et police. FF 714 à FF 834, ensemble des procédures criminelles des capitouls, depuis 1670 jusqu'en 1790. FF 819, ensemble des procédures criminelles des capitouls pour l'année 1775.
Nature	Pièces composant l'intégralité d'une procédure criminelle pour cas de voie de fait et rétention frauduleuse d'effets.
Forme	15 pièces manuscrites sur papier timbré au format standard 24 x 19 cm (à l'exception du billet d'assignation à témoigner qui fait 14 x 19 cm). Seules les pièces 1 à 9 ont été numérotées par le greffier ; celles qui suivent ne portent aucune marque de numérotation.
Notes sur le conditionnement	A signaler qu'une fois le procès clos, ces pièces ont été pliées pour être conservées dans des « sacs à procès ». Au début du XIX ^e siècle, ces sacs ont été détruits et les pièces – toujours pliées – ont été remises dans des emboîtages cartonnés. Depuis 2007, au fur et à mesure du traitement de ce fonds, les pièces sont désormais remises à plat et chaque procédure est ainsi conservée dans une pochette distincte.

pièce n° 1

- **audition d'office** de Joseph Baron (feuillets manuscrits, 4 pages) [**une transcription intégrale de cette pièce précède son fac-similé**]

L'audition d'office est un interrogatoire d'un suspect souvent pris en flagrant-délit ou arrêté, mais non écroué.

pièce n° 2

- La **requête en plainte** (feuillets manuscrits, 4 pages) [**une transcription intégrale de cette pièce précède son fac-similé**]

Après avoir pris connaissance des faits et de l'audition d'office de Joseph Baron, le procureur du roi va décider qu'il est important de poursuivre, il rédige ainsi sa requête en plainte. Celle-ci est visée le jour même par un des capitouls qui y appose le « soit enquis », permettant ainsi le début de la procédure.

pièce n° 3

- Le **billet d'assignation** à témoins (feuille manuscrit recto-verso)

Quatre personnes sont assignées à comparaître afin de porter témoignage. Pour deux d'entre eux les noms inscrits sur le formulaire pré-imprimé restent approximatifs, il s'agit de leurs surnoms. La dernière personne, elle, n'est même pas nommée, seule sa fonction (fille de service de l'abbé Mage) est donnée. Peu importe, l'huissier saura trouver et avertir chacun de ces témoins.

pièce n° 4

- Le **cahier d'information** (feuillet manuscrit, 8 pages)

Les témoins sont entendus, les trois premiers ont un rapport direct avec le sujet de l'arrestation de Joseph Baron. Quant Marie Boyé, dernier témoin, elle aurait été précédemment faussement accusée par ce devin d'un acte de malice. En fin de cahier, le procureur du roi demande une prise de corps contre Joseph Baron ; les capitouls suivent ses réquisitions et ordonnent donc son écrou.

pièce n° 5

- L'**expédition de décret de prise de corps** (feuillet manuscrit, 4 pages)

Cette pièce est la « collation » du décret de prise au corps (bien que son arrestation ne soit pas nécessaire étant donné que l'accusé se trouve déjà détenu dans les prisons), suivie de l'ordonnance d'écrou, qui le rend officiellement prisonnier en attente de son jugement.

pièce n° 6

- L'**interrogatoire sur l'écrou** de Joseph Baron (feuillet manuscrit, 4 pages)

Maintenant officiellement écroué, Joseph Baron va subir son deuxième interrogatoire.

pièce n° 7

- Les **conclusions interlocutoires du procureur du roi** (feuillet manuscrit, 4 pages)

Le procureur du roi demande à ce que les témoins soient récolés, et éventuellement confrontés à l'accusé.

pièce n° 8

- Le **dictum de sentence des capitouls sur la forme de procéder** (feuillet manuscrit, 4 pages)

Les capitouls reprennent les conclusions du procureur du roi, on passe ainsi à la procédure extraordinaire.

À noter la grossière erreur de date en tête et en fin de la pièce ; il s'agit en fait du 7 août, comme on le trouve juste après les signatures. Le doute n'est pas possible, car la pièce suivante, celle de l'expédition de cet acte, est effectivement datée du 7.

pièce n° 9

- L'**expédition de la sentence sur la forme de procéder** (feuillet manuscrit, 4 pages)

Précédé d'une copie du dictum de sentence, le verbal d'expédition par l'huissier des capitouls est dressé le 7 août et l'huissier Andrau va en signifier la teneur à l'accusé.

pièce manquante

- Le **billet d'assignation à témoins** pour récolements et confrontations

Il paraît inconcevable que les témoins aient été assignés sans un tel billet, du reste, cette pièce est effectivement citée dans la sentence.

pièce dite n° 10

- Le **cahier des récolements** (feuillet manuscrit, 4 pages)

les quatre témoins sont à nouveau assignés, le greffier leur fait lecture de leur témoignage afin qu'ils puissent le confirmer et, éventuellement, le modifier. Tous s'en tiennent aux termes de leur déposition d'origine.

pièce dite n° 11

- Le **cahier des confrontations** (feuillet manuscrit, 12 pages)

Confronté aux quatre témoins, Joseph Baron n'en récusé aucun. Notons que la dernière confrontation n'est pas datée (oubli du scribe), elle n'a pu avoir lieu que le 19 août, date à laquelle ce témoin (Marie Boyé) rend aussi son récolement.

pièce dite n° 12

- Les **conclusions définitives du procureur du roi** ; suivie de la **délibération du conseil** (feuillet manuscrit, 4 pages)

Le 21 août, le procureur du roi rend ses conclusions définitives ; il est en faveur d'un enfermement de l'accusé à l'hôpital de la Grave durant 3 années.

Au verso on trouvera la délibération du conseil, rajoutée le même jour par le greffier – d'une façon assez informelle. On note que les avis sont divergents ; certains proposent quelques mois de prison suivis de l'hôpital, d'autres un jour d'exposition au carcan avec une affiche de la sentence ; la majorité se rend finalement à l'avis de ceux qui sont en faveur d'un an d'hôpital.

pièce dite n° 13

- L'**interrogatoire à la barre** de Joseph Baron (feuillet manuscrit, 4 pages)

Joseph Baron subit son dernier interrogatoire *à la barre* (différent de sur la *sellette*, puisque aucune peine afflictive n'est envisagée) ; il déclare n'avoir rien de plus à dire.

pièce dite n° 14

- La **sentence définitive des capitouls** (feuillet manuscrit, 4 pages)

Le 21 août, conformément à la délibération du conseil (voir verso de la pièce dite n° 12), les capitouls condamnent Joseph Baron à un an d'enfermement à la Grave.

Le lendemain, la sentence est signifiée à l'accusé qui déclare alors acquiescer à son contenu et ne pas faire appel devant la cour de parlement.

pièce dite n° 15

- L'**expédition de la sentence** et le **verbal de remise à l'hôpital et d'enfermement** de Joseph Baron (feuillet manuscrit, 4 pages) [**une transcription intégrale de cette pièce précède son fac-similé**]

Le 23 août, l'huissier Sempé est chargé de remettre le condamné au guichetier de l'hôpital de la Grave. Il va aussi délivrer au nommé Maurice, portier, une copie de cette pièce qui comprend la sentence des capitouls et l'exploit de remise de Joseph Baron.

Pièce n° 1,

audition d'office,

28 juillet 1775

transcription :

Du vingt-huitième juillet mille sept cents soixante quinze, Joseph Barou, âgé de quatre-vingts ans, mandiant logé à la rue de la Boutonnière près l'hôpital de la Grave, ouy d'office moyenant serment par lui pretté, sa main mise sur les saints évangilles, a promis et juré dire vérité.

Interrogé s'il n'est vray qu'il fait le métier de devin.

. Répond et dénie.

Interrogé s'il n'est vray que le peuple va le consulter lorsqu'il a perdu ou qu'on lui a volé quelque chose pour découvrir les auteurs du vol.

. Répond que quelque fois on va le trouver mais qu'il répond qu'il n'a que la baguette pour trouver des sources, et comme on le presse en disant qu'il devinera aussy, le répondant leur dit qu'on ne le prene pas pour un devin. Néanmoins, le répondant, pour se faire donner quelque chère à cause de sa misère, cède à leur empressement et dit ce qui lui vient à la penssée.

Interrogé si le nommé François Laffont, domestique, n'a été le consulter pour savoir ceux qui lui avoient volé des bouteilles de vin étrangers, appartenant au s[ieu]r Laborde son maître, et si après s'etre fait donner le nom de toutes les personnes de la maison, il n'a dit c'est untel et untel, et s'il n'a exigé trois livres.

. Répond et accorde l'interrogatoire, ajoutant qu'il avoit dit à sa femme de rendre cet argent, ne voulant pas en proffiter.

A lui représenté qu'il est surprenant qu'un homme de son âge aille ainsi au mépris de la religion tromper le public et faire calomnies de personnes innocentes.

. Répond et accorde et dit que c'est la misère qui le lui fait faire, n'ayant pas une bouchée de pain.

Interrogé s'il n'a été constitué prisonnier pour le même fait il y a quelques années.

. Répond et accorde et dit que l'accusation étoit fausse.

Exhutté²⁰ à mieux dire la vérité, a dit l'avoir ditte.

Lecture à lui faite de son présent interrogatoire. Il y a per[s]isté. Requis de signer, a dit ne savoir.

[suivent les signatures] Tollemer, ass[esseu]r – Michel Dieulafoy, greff[ier].

²⁰ Lire « exhorté ».

audition d'office

Levingt huitième
juillet mille sept
cent soixante quinze



Joseph Barou age de quatre vingt ans
habitant logé a l'arme de la boulviere
per l'hospitat de la grave ouy d'office mycane
femme paulin pelli sa main une ser
le saint Rangier a pruin et fin d'ine
veile

per
page

Interrogé si n'est vra que fait le metier
de Devin

Repond d'elaine

Interrogé si n'est vra que le peuple
vale couettes longis a pensu ougion
lui avole quelque chose pour Devoir
Le autheur du vol

Repond que quelque fois on va le trouves
mais qu'il repoud que ne quel abaguetta
pour trouves de fumer, ele comme on le
prene en disant qu'il devinera auz le
depondant lous dit qu'une le prene par
pour un Devin neant moins le repoudant
pour se faire donner quelque chose a cause
de faimere cete alour emprement

Collier

et dit ce qui lui vient à l'esprit
Interrogé si le nommé Jeanvin Caffon
domestique naït le convales pour avoir
ceux qui lui avoient volé des bouteilles de
vin étrangères appartenant au ^{raye} Laborde
son maître, et si après s'être fait donner
le nom de tout le personnel de la
maison il n'a dit ces vint et vint et
et si il n'a exigé trois livres

2^e page

Repond et accorde l'interrogatoire
ajoutant qu'il avoit dit à sa femme de
rendre cet argent ne voulant par en
profiter

à lui Représente qu'il est surpris
qu'un homme de son âge aille ainsi au
mepris de la Religion tromper le public
et faire calomnier des personnes innocentes

Repond et accorde et dit que c'est
la misère qui le lui fait faire voyant
par une bouche de pain

Interrogé si n'est continué Prisonnier
pour le même fait Il y a quelques années
Tolleméraz

Ne pourr' et accuser et en que l'accusation
d'être fautive

Exhorte au lieu d'être l'accusé ou l'accusé
d'être

Leetme al... fente de foudroyer l'accusation
gely aperiute Regim de fiquet arie ne l'avoir

To Memoir
Michel Drouot

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 1, audition d'office (page-image 3/4)

28. Juillet 1775

Audition d'office de Joseph
Daron, accusé de ~~detournement~~ de ~~deniers~~

N. 1

C N. 167.

FF 819/6, procédure # 134.
pièce n° 1, audition d'office (page-image 4/4)

Pièce n° 2,
requête en plainte,
29 juillet 1775
[restée vierge, la 3^e page n'a pas été reproduite]

transcription :

Du vingt-huitième juillet mille sept cents soixante quinze,

A vous messieurs les capitouls,

Le procureur du roi remontre que le nommé Joseph Baron se fait passer depuis longtemps pour un devin, qui découvre les choses volées et les auteurs des vols et, abusant ainsi de la crédulité de diverses personnes du peuple qui vont le consulter, il leur extorque de l'argent. Mais attendu que la conduite dudit Baron intéresse et blesse d'un côté la religion, de l'autre l'honneur et la tranquillité des personnes qu'il annonce au hasard, et pour gagner son argent comme les auteurs des vols, qu'ainsi il importe de réprimer un abus aussi criminel.

Vu l'interrogatoire d'office dudit Joseph Baron en date du jour d'hier, requiert que des faits ci-dessus, circonstances et dépendances, il en soit enquis pour l'information faite être statué ce qu'il appartiendra ce 29 juillet 1775.

[suit la signature] Lagane proc[ureu]r du roi.

[souscription et signature] Soit enquis des faits contenus en la présente plainte ; au cons[istoi]re ce 29 juillet 1775. Pijon, capitoul

*Or Messieurs les
Capituls.*

Le procureur du roi remontre, que
le nommé Joseph baron se fait passer
depuis long temps pour un Devin, qui
devine les choses volées, et les
auteurs des vols, et abusant ainsi de
la crédulité de diverses personnes du
peuple, qui vont le consulter, il leur
extorque de l'argent; Mais attendu
que la conduite dudit baron interesse,
et blesse d'un côté la religion, de
l'autre l'honneur, et la tranquillité des
personnes qu'il annonce au hasard, et
pour gagner son argent comme les
auteurs des vols, qu'ainsi il importe
de réprimer un abus aussi criminel
Un L'interrogatoire d'office dudit Joseph

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 2, requête en plainte (page 1/4 – image 1/3)

baron en date du jour d'ici requiert
que des faits ci dessus circonstances, et
dependances il en soit enquis, pour
l'information faite etre statué ce qu'il
appartiendra. ce 29. juillet 1775

Lagane proc. du roi

Soit enquis des faits
contenus en la presente
plainte au font. ce 29. juillet
1775

Epigon Signat

29. Juillet 1775.
Req^{te} en plainte et
ord^{re} de séquestration
Pour M. des P^{rs} d'uray
Contre Joseph Barou

cr. 2

FF 819/6, procédure # 134.
pièce n° 2, requête en plainte (page 4/4 – image 3/3)

Pièce n° 3,
billet d'assignation à témoigner,
29 juillet 1775

L'AN mil sept cent soixante-quinze Et Le Vingtnuiesme
jour du mois de juillet par nous Huissier de Messieurs les
Capitouls de Toulouse, y résidant, soussigné, à la requête de Monsieur
Le procureur Duoloy de la ville Et Sénéchaussée de Toulouse
assignation a été donnée à heures de
cette après midi pardevant Messieurs les Capitouls, & dans
le Greffe de M^{re} Michel Dieulafoy a francours Lafond domestique
alambert, et amontache garçons maçons de Odartre
alafille de Service de m^{re} L'abbé magis

pour être ouï en témoin, & porter témoignage de vérité sur le contenu
en la requête en plainte

du d^{eu} Requéant, dont lecture leur en sera faite; déclarant, qu'à
faute de comparoir, l'amende de dix livres leur sera déclarée, suivant
l'Ordonnance: Et ce parlant à leurs personnes trouvés dans
leurs Domicile, baillé ~~une~~ copie. achacien Du present

B. J. J. J.

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 3, billet d'assignation (recto-image 1/2)

29^e juillet 1775
Original d'apports
d'assignations allouées
pour Monsieur de
M^{re} Dubloy -

n. 3.



FF 819/6, procédure # 134.
pièce n° 3, billet d'assignation (verso-image 2/2)

Pièce n° 4,
cahier d'information,
29 au 31 juillet 1775

Information



du vingt neuvième
juillet milles sept
cent soixante quinze

1. Frauvon l'assouage de brente un au ouvrier
domestique de M. Labouze logé rue d'auzère
renvoin auigné alarequelle l'apremement
dury el pas caploie de sejourner fait
pas l'usage humain comme un a fait aprem
de fausse ouy un grand ferant par lui prete
jamais une sus les Saintes Evangelies a
promis el fine dire verité

per
page

Interrogé si est Parent allie a quel esgard
servant ou domestique d'aucun des parties
La Devis

Elle a le contenu en la requête en plain le
dub. Procureur dury alin de ne mot a mot
el en me entendre

Depres que le jour d'hier d'au la matinée
de M. Labouze son maître s'aperceut qu'on
avoit enfouré un Duffel ouil y avoit du vin
El range d'au la maison qu'il fait reparer
d'au la rue de Penilens d'au floufille
deprecher audepresant el lui d'au qu'il ne
veillois par an sus les ouvriers. Le depreant
lui ayeut dit qu'il ne se seroit point el
qu'il n'avoit aucune connaissance de l'offraction
de ce Duffel ny la maniere en laquelle elle
avoit peu être faite. unde macon femme

Labouze

Collemet

2^{de}
2 page

albert dit comme jay dormi dancée Lien
ou pourvoit peut-être mœurs ainsi j'aurais
pu aller au Devin qui non dira l'autheur
du vol. Le déposant dit qu'il ne savoit pas
ou s'il est ce Devin led. albert dit qu'il le
trouvait main qu'il n'avoit pas d'argent, en
conséquence le déposant lui Remit six livres
led. albert s'en alla et revint quelque temps après
en disant que le Devin n'avoit pas voulu
le copier que le déposant y fut lui même
et delui parler le vin de bon les mœurs
qu'il travaillait dans la maison. led. albert
ajouta que le Devin avoit dit que ce n'étoit
point le mason qui avoit fait le vol main
bien des manœuvres. Le déposant s'en alla
avec led. albert elle nomme (Moutache) mason
qui le conduisit vers ar. ciprien et étant arrivés
dans la maison du prétendu Devin ils le trouvèrent
assis et les fit assis eux mêmes et dit au déposant
de lire le vin. ce Devin leur dit une baguette
en main en joignant le nom de Dieu et de la
vierge pour deviner les autheurs du vol, et après
que le déposant eut achevé de lire et le Devin de prié
j'aurais dit que c'étoient les hommes couders et boye
qui avoient fait ce vol depuis mardi dernier
vingt cinquième du courant. Lorsque fut question
de payer le Devin cet homme demanda six livres
et le déposant lui ayant représenté son état de
domestique led. homme se contenta de trois livres
et le dit. Lorsque s'en allèrent que les deux voulaient
j'aurais fait autant qu'il lui. Le déposant étant de
retour dit au S. Barthe que le Devin avoit dit que

Laforêt

Collemereaz

2me
page

celui Leroumier... Bozeleouere
mauvaise... celle S. Barthe ayant
dit la revelation... du vin accorde
enfants de pere de lui... deux et des autres vivants
porter leurs plaintes au Capitoul... au Capitoul
d'un des quels en va chercher le preten
du vin et si rendre le vin... d'un des
nais savois

Leelme alin faite de la Deposition J. Gaperin
Requis de figures et si veut base a figure cravoulee
tasse Lafont Collemecast

Michel Dulafoy

- 2 Barthelemy manric agé de breule au
ouevirons macons logé au faubourg S.
Clément près S. aubin levin anique ala
Requell el par un me exolvit quereun coume
un a fait appais de facopie ou myman
ferme par lui preli samain une finle
saint vangiles apruin elme dnevinte
Juswge fil en parent allie a quel dequid
sewileus ou domedique d'auem de partier
Vadenis

El fable contenu en Ca S. Requell en plainte
ala d'au me coume el coume aentendre

depose quele jour d'hiér da la matinee
le maître de la maison ou il travaille seant
apareu quon avoit enfoué un duffet et

Collemecast

4^{me}
page

qu'on avoit pris devin en bouteille et soubesant
que c'estoit le ouvrier de la maison en
cy dirent qu'il n'estoit point coupable
et qu'il voudroit savoir ou servir un devin
pour deservir l'apersonne qui avoit fait
cela. Sur ce propos un des manouvriers
Jey en arnaq. ciprien vint le ouvrier se
dellaetua alla en ciprien doulard
dit tout Jey que c'estoit point le maeon
et qu'avant de dire qui c'estoit il fallloit lui
porter le nom du manouvrier. Le domestique
prit le nom et s'en alla avec le depechant
et un autre maeon cher le devin qui leur fit
promettre de ne rien dire et prit une baguette
fourchie, cupriaud diu et l'usage de couvrir
l'aveille et le domestique ayant le
nom Jey dit que c'estoit Boye' elvudere qui
avoient fait le vol leur recommandant de ne
rien dire. Il se fit donner trois livres après
quoy le depechant et les deux autres allèrent
à la maison le maître leur demanda qu'avoit
dit le devin on lui dit qu'il avoit nommé
Boye' elvudere ces deux enfans qui entendirent
cela vinrent porter leurs plaintes aux capitouls
contre le devin a qui il s'est rendu les trois livres
et plus n'ont servi.

Acte en fait de la Deposition Jey
Dollemeraz

Prière! Requie de signes et si veut l'acte adis
ne ferois signes et ne venis l'acte

Tollemers

Michel Dieulafoy

3me
page

3. Jean Darrin sur un mme Lambert age
desuings quatre ans maeon loge a
arnaud bernard l'environ anigne alareguette
et par mme exploie que l'environ mme l'non
afait apparus de faeopie ouy un enfant femme
paulin preli fainein mme sur le saint
Langues apruvin el fine dner enle
Julienge fil en parent allie a quel seque
proudeus ou Domenique d'au mme l'paulin
la deine

El fuo le contenu en la d. Nequelle en plaine
alun de ne mot amot elvime aentendre

de pors que d'au la maison ouie travaille
Rue de pendent d'leu on fapereut tres au
matin qu'on avoit en fouee un duffel et
qu'on avoit pris plusieurs bouteilles de vin
d'atiquate comme le maitre de la maison
soubvenoit et il que ce ne pouvoit elre que
ceus qui travaillent d'au la maison et
quelon se seurent en disant que ce n'est
point ens. vnder manœuvre leu dit voule
vou que Je vous en seigne un devin qui est

Tollemers

me
page

a M^{re} Cyprien pour répondre véritablement
qu'il n'avoit qu'un enseigne et l'ayant fait
de se pourvoir si vain mais craignant de
n'avois par assés d'argent le domestique lui
deux fois l'indes tant arrivé chez le D^r de vin
qu'il trouva Il lui dit ce qu'il venoit de se pourvoir
et le pria de lui dire quelle étoit la personne
qui avoit fait le vol durant ce temps lui
répondit qu'il n'étoit point forcé et qu'il ne
savoit pas de se pourvoir lui ayant dit qu'il
pouvoit pour deviner par le moyen de la baguette
cel homme lui dit sur Jay l'usage de la
baguette et vint en s'en servir autant qu'il le pouvoit
de se pourvoir l'ayant prié de lui dire ce prétendu
devin se tourna de l'autre côté et fit quelques
prières dans lesquelles Il entendit plusieurs fois
provoquer le nom de la Vierge, cela fait Il
dit au déposant qu'il n'étoit point le maître
mais bien les manœuvres, mais qu'il pouvoit
nommer Il avoit besoin de tout le nom
et que le se pourvoir n'avoit qu'à aller à la maison
et enlever le maître et son autre de se pourvoir y alla
et revint chez le D^r de vin avec les deux précédents
deuxième auquel cel homme recommença de
répondre mettre ceux qui ne voulaient être
les maîtres de la justice et ne pouvoit de
compromettre lui même de se pourvoir elle

Ollivier

Autre celui ayant prouvé et reconnu par
une Daguerre souche faite toujours une
prière elle domestique lui ayant nommé les noms
des manœuvres Il donna Doze et eussent ce
homme leur demanda si lui pour le paiement
ou celui en donna que l'un après qu'il s'en
allèrent leur recommandant de ne rien dire,
et de ne le pas mettre entre les mains de la justice
c'est un nœud Savoir

7^{me}
page

Lequel a été fait de sa dépendance Il a prouvé
dequ'il se figure et si veut tuer à dire Savoir
si figure et ne veut en dire

Stollemeraff

Michel Dulastray

du Breule vu du D

Marie Doze âgée de trente six ans ou environ fille
de service chez M. Lebbé maître de la rue du
cruisif lemmis au guet de laquelle et par même
exploit que de son commettre non a fait apparoir,
de sa copie ou s'engageant serment par elle prêté
jamais une fois les saints Evangiles a prouvé
et que d'une seule

Interrogée si elle en Parents allée a quel de quel
servants ou domestique d'aucune de ses parties l'ancienne
Elle a répondu en la D. de quelle en plaide elle
dans mot au mot chevron a eut eut

de plus que de l'argentier ayant été volé a la
dame de plus la de plus en suite s'entre pas Les
servants de la D. dame qui se le s'entre entre elle
de de plus ou de de plus quelle d'entre allée

Stollemeraff

gme
page

consultes vu de son art. Michel qui n'avait pu rien
leur dire mais Selant ce qu'il avoit vu que la
deposante ne comit point ignorant où il demeure
elle dit qu'elle s'en est retournée que le serin
avait dit que c'était la déposante, du moins le S.
de la fargue fils de la Dame de son dit au maître de la
deposante que le serin dit qu'il était la déposante
qui avait pris l'argenterie non d'une intention de la
voler mais bien pour faire chercher la cuisinière
avec qui elle était d'accord. Le maître de la
deposante ayant dit à la déposante ce qui se passait
elle vint en parler au capitoul M. Malpel capitoul
devant lequel elle fit comparaitre la cuisinière,
et la lavasse qui raconta tout ce fait et plus tard
savoir

Le lendemain de la déposition elle a aperçu
des signes de figures et si elle veut l'exposer
signes et si elle veut l'exposer

Tollemers

Michel de la fargue

Le procureur du roi
vu la plainte, l'ord. du roi, l'exploit et l'information
li'interrogatoire de Joseph Baron, et l'information

Surpris que led. Joseph Baron soit arrêté
de son corps, et attendu son arrestation
envisagée le 31 juillet 1775

L'ordonnance du roi

Nous capitoul de la ville de Toulouse avons vu les pièces
et l'ordonnance du roi devant nous. Nous ordonnons que led. Joseph Baron
sera pris au corps et attaché à son arrestation. Ce qui est en vertu de l'arrêt
délibéré au conseil le 31 juillet 1775 -

Malpel Capitoul

Malpel Capitoul

Tollemers

Pièce n° 5,
expédition de décret de prise de
corps,
31 juillet 1775



Nous Capitoulz gouverneur
de la ville de Toulouse chefs des nobles
juges et camer civiles criminelles et de
la Police et vigie en la d. ville et garniage
d'elle au premier de nos humbles sergent ou
autre sur ce Regim vous mandons a la requeste
du Procureur d'icy prendre et saisir au corps a
la port ou premier trouves le nommé Joseph
Bawu habitant de cette ville la venue
et ordonnez pour bonne et saine garde sans
les Prisons du present hotel de ville ou
un endroit qui soit de tempe pour y fero
avoir et si par ne peut estre apres exacte
Perquisition faite de la personne dans son
dernier domicile ou lieu de sa résidence
actuelle l'aniquier a la quinzaine et en suite
a la huitaine par un seul et public process
en outre a la saisie et amputation de son
dieu meuble et effets suivant l'art.
ces veule charger et informations en cas de
la conclusion du d. Procureur du Roy
Le tout devant nous Rapate enq. des

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 5, expédition du décret de prise de corps (page-image 1/4)

Joseph Baron a été déposé au
corps suivant votre ord^{re}. délibéré de sejourner
et attendu son arrestation qui sera levée
en vertu d'un décret donné expressement
à Toulouse ce treize vnième juillet mil
sept cent soixante quinze

Collationné

Michel Dieulafoy

Van mil Sept cent soixante quinze le
treize vnième jour du mois de juillet Monsieur Jean Pierre
Jempe huissier au diocèse de messieurs les Capitouls
résidant au boulevard de la ley, paroisse d'Aud
suspensé à la requête de Monsieur Lepr^{re} Duboy
de la ville de seneschal de Bordeaux qui fait
domicile en son hôtel, rue du Canard paroisse
Saint Etienne Le décret de prise de corps de
Le dernier est affiché intimé et signifié suivant
la forme et l'usage au nommé Joseph Baron pris
dans les grisons de l'hôtel de ville afin de l'ignorer
et attendu son arrestation la voir levée par

Le Registre des Ecroues des dites prisons & laisse-
au pouvoir & garde de Maphiel auriolat Conserge-
d'icelle, auquel a vous fait deffenses de n'écouter
Ledit Joseph Daron en liberté que par Justice
N'en soit autrement ordonné sous les peines portées par
l'ordonnance & ce parlant a la personne d'icelle
Daron dans les dites prisons & d'aille Copie Lait
Droit Decret que present l'exloit & parcell Copie
celle d'aille auec auriolat Conserge dans les
dites prisons afin de l'ignorer parlant a la personne

Joseph

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 5, expédition du décret de prise de corps (page-image 3/4)

31^e Juillet 1775 —
Expedition de decret de
prise au corps ; L'original
exploit de signification
Pour monsieur Lepro.
Duboy
Contre Joseph Baron

cr. 5

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 5, expédition du décret de prise de corps (page-image 4/4)

Pièce n° 6,
interrogatoire sur l'écrou,
1^{er} août 1775

Interogative

du Premier aoust
mille sept cent
Vingt quatre

pre
page

Joseph Baron age de quatre vingt
ans maldiant logé Rue Dantonnière
pié l'hospital de la grave de velles de
Prie aucors prisonniers d'au le prison
du prent hotel de vider y levons a la
Requell du S. procement d'ury org suo
de vons ungerant femme parlin preller
femmain mine funder l'ainier l'rang ill
aprouin e fine d'ne vint

Interroge si Levings hnt d'un vin deins
un macon nalla le trouver et au la malade
pour le prier de lui dire quel il vit
Lautheun d'une effraction qu'on avoit
pratiquee au Duffet pour enlever polonium
Doutelles devin changer qui y estoient
deufermes

Revised clause

Jutenoge' fils nésid au P. maeon qui'e
veloit pome forcies. et qui'e nara Sennigvins
qui avoit fait la P. Effraction et vol

Report classe

Julenoge' si' ce' maeon linczant
Polimicrafz

Représente' qu'il s'avoit pour deviner par
le moyen de la baguette lui qui répond
lui dit qu'il étoit vrai qu'il avoit l'usage
de la baguette, et qu'il étoit maitre en savoir
autant que lui.

Repond et accorde

Interroge' si le maitre l'ayant pris lui qui
Repond ne se tourna de toutte celle pour
faire quelque priere en invoquant le bon
dieu de la Ste. Vierge

Repond et accorde

Interroge' si c'est un vrai qu'après cette priere il
au maitre que sembler avoit deux main bien
de manœuvres et qu'il pouvoit donner l'avis
Besoin de main de tout les ouvriers, et qu'il avoit
qu'il alloit à la maison et mener avec lui le maitre
et son autre.

Repond et accorde

Interroge' si le maitre les deux autres et son
autre maitre l'ayant de retour chez lui il ne leur
recommanda de ne point mettre ceux qui
avoient été entre les mains de la justice et de
ne point se compromettre lui même.

Repond et accorde l'interrogatoire en la forme qu'il
est écrit et il dit qu'il leur dit seulement que si ceux
qui avoient été devant être mis entre les

Tollemey

2^{de}
page

main de la Justice il ne le faisoit point quand
on devoit lui donner cent millions ajoutant
que pour ce qui le concernait il ne lui en rien
ce trois hommes ayant assuré qu'ils ne s'en
pouvoient convaincre et les priés de se retirer du
chantier il tira sa baguette

Interroge si n'est il encore une prière et si ayant
entendu la lecture du vœu des maçons
il leur dit que celui Roger et coudere qui
avoient volé le vin au nombre de quatre
bouteilles

3me
page

Repond qu'il ne se souvient pas du nombre
des quatre bouteilles

Interroge si quelque temps après la fêle de
Jean d'ennere il alla chez la dame de pium
rue du vieil et si après avoir fait jouer sa
baguette il vint à que celui d'ennere d'avoir
caché cette argenterie pour faire chercher la
cuvier avec qui elle étoit brochée

Repond qu'il fit fort peu d'usage de la
baguette mais le sergent de la dame
de pium lui ayant dit qu'il y avoit une fille
dans la maison qui leur vouloit du mal le
repondant leur dit que celui peut être elle
qui avoit caché cette argenterie pour leur
donner du chagrin

Interroge combien il se fit payer de
maçon et de la cuisinière de la dame de pium

Repond qu'il se fit payer trois livres

Stallmeroff

est adinant aus maeun n'ayant nulle
intention de l'engager el quelcun's miere
de la d'ame d'upim lui donna d'oye f'el
autant que peut seu ressouvenir

Est mille amies d'us l'aveinte as is l'avois
dille

Seulme alui faite de fouprenue Interrogatoire
Jly apeinte Requin de signer a l'ecrou l'avis

Tollemet Pape

Michel Dieulafoy

4me
page

9.10

Interrogatoire sur l'écrou
du s. Joseph d'aron
1er avr 1775

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 6, interrogatoire sur l'écrou (page-image 4/4)

Pièce n° 7,
conclusions interlocutoires du
procureur du roi,
5 août 1775

[restées vierges, les pages 2 et 3 n'ont pas été reproduites]



Le Procureur du Roy

Yula plique l'explication avec l'ord.^{re} de quier
contre Joseph Baron en date du 29. juillet
dernier. L'exploit de l'ordonnance dunt. jour. Le
Cage d'information fait en conséquence a suite
duquel sont nos conclusions avec l'ord.^{re} de
decret auers contre l'ord. Joseph Baron le
l'ordonnance du 29. et 31. dunt. L'expresie
dunt. decret avec l'exploit de signification
dunt. jour. L'interrogatoire sur l'ordonne
dunt. Baron dunt. avoir examiné et avoir
ce que faisait avoir son audition d'office du
28. dunt.

Requiert qu'on ait dire soit
definitivement une partie il soit
ordonné que les témoins déjà sur,
et autres qui pourrout être de l'ordonne
font de voir, et, si besoin est, confrontés,
pour l'acte instructive faite, être statué
ce qu'il appartiendra ce 3. dunt. 1783

L'ordonne par l'ordonne

Conclusions finales
de procédure

n° 7

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 7, conclusions interlocutoires (page 4/4 – image 2/2)

Pièce n° 8,

**dictum de sentence
sur la forme de procéder,
7 août 1775**

**(avec erreur de date en tête et en fin de la pièce, marquée « 8 »
août)**

[restée vierge, la page 3 n'a pas été reproduite]

Jeudi Le 8 avr 1775
M^e. Dabon ass^{re} rap^{te}.



Lettre Le Procureur du Roy de la ville
Plaignant et demandeur pour ce de
dune part et le nommé Joseph Barou de
decelle de l'autre aucuns prisonniers dans le
prison du present hotel de ville y le vu
alors que le Procureur du Roy en fut
le servent et deffenseur d'autre

Nous Capitoulz vularequette en plaine
du Procureur du Roy avec l'ordonnance de
contre le D. Barou en date du 29. Juillet
dernier. L'ordonnance de l'officier du D. Joseph
Barou du 28. du D. Leplint a le vu
du D. Jour 29. Le cas de l'information fait
en conséquence a suite duquel nous
conclusion avec le D. de Decel au vu
contre le D. Joseph Barou le vu en date
du 29. et 30. du D. Leplint de l'ord.
de l'aveu de l'explique de l'information
du D. Jour. L'interrogatoire fait le vu du
Barou du 1^{er} avr couvant ensemble
les conclusions du D. Procureur du Roy
sur la forme de proceder en date du 5. avr.

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 8, sentence sur la forme de procéder (page 1/4 – image 1/3)

comant et tout ce que faire avoir

Par Notre Presente sentence en suite
deliberation du conseil avant dire
droit deffinitivement aux parties ~~concernes~~
~~quelles~~ ordonnons qu'elles Leuvin
deja ouir en l'information et autres qui
Pourront Lettre de nouveau seront resoles
en leur deposition elevées toutes avec
Joseph Barou avec si Devoir en
dependre réserver

Munier Capitaine
Milpe de la Cour capit

Dalbel ⁴⁰ Rue

Jugé le 7. aoust 1775

8. avr 1775 .

Dictum de sentence rendue
suola forme de proceder

n. 8

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 8, sentence sur la forme de procéder (page 4/4 – image 3/3)

Pièce n° 9,
expédition de la sentence
sur la forme de procéder,
7 août 1775



Nous Capitoul
gouverneur de la ville de Toulouse
chefs des nobles Juges et camera civiles
criminelles et de la Police et vigie en la
dite ville et gantage dielle au premier
denos humiers seigneur ou autre sur cerequis
comme en l'un l'autre criminel devant nous
introduire et pendante entre les parties
par nommées ci-dessus et pour ce faire
La sentence dont la teneur suit Entre
le procureur du Roy de la ville —
plaignant et demandeur pour les de
d'une part et le nommé Joseph Baron accusé
de cette de prise de corps prisonnier dans les
prisons du present hotel de ville y écroué a
la requête du procureur du Roy —
ouy sur l'accusation et défendeur d'autre
Nous Capitoul vu la Requête en plainte
dudit procureur du Roy avec l'ordonnance
Dequies contre ledit Baron en date du
vingt neuf Juillet dernier l'audition d'office

dudit Joseph Baron du vingt huit dudit
sexploit a temoins dudit Jour vingt neuf
le layeur d'information fait en consequence
a suite duquel sont nos conclusions avec
l'ordonnance d'interet au corps contre ledit
Joseph Baron se tout en date des vingt
neuf et treize au dudit sexploit dudit
decret avec sexploit de signification dudit
Jour d'interrogatoire sur le crime dudit
Baron du premier aout courant ensemble
les conclusions dudit procureur du Roy
sur la forme de proceder en date du
quing aout courant et tout ce que faisoit
avoir

Par notre Presente sentence me sur la
Deliberation du Conseil avant dire droit
diffinitivement aux parties ordonnons
que les temoins deja ouis en l'information
et autres qui pourront l'etre de nouveau
seront revoles et confrontes audit Joseph
Baron accuse si besoin est de plus reserves

Juge' le 7^e août mil sept cent soixante
quinze manen Capitoul malpel —
de l'atou Capitoul Dalbei assesseur signé

A l'en l'auer, a la Requisition dudit
procureur du Roy nous mandons faire
pour l'exécution de la présente sentence
tous exploits requis et nécessaires donne
expédié a Toulouse le septième août
mil sept cent soixante quinze

Collationné
= Michel Neudorff

Le mil sept cent soixante quinze et le septième
pour du Mois d'août nous Jean Andrieu
de M^{rs} Les Capitoul recevant a Toulouse
Sournigné a la Requette de M^{rs} le procureur
du Roy de la ville et Senechaunie de Toulouse
qui fait election de donner le sou hôtel
meu canard parvinet et même
La Sentence et de nous l'acte a été
signé au Nomme Joseph Baron
prisonnier dans les prison de

S

Notel de vice affin religieux et le
pourtant a la personne deud
Baron ~~de~~ dans leud prison
daille copie sans de la fure
Contene que present. MMXXII

6^{me}

Conte Joseph Baron

Baron

Pour Monsieur de pte.

et exploit de signification

pour d'asme de pte de

Expédition de sentence

7^e août 1775

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 9, expédition de sentence sur la forme de procéder (page-image 4/4)

Pièce n° 10,
cahier des récolements,
8 au 19 août 1775

Récolement



du huitième Plouet
mille sept cent
soixante quinze

1. François Laffont, âgé de treute ou au v.
cuvion domestique du S. Labarre Logé
dne vinaigre témoin assigné à laquelle
du procureur du Roy et par exploit deesfondhy
par pas s'empê huiet comme d'un asait
apparis de facopie pour elen execution
de la sentence rendue sur la faim de p'ceder
de l'ancienne d'ancienent ele recole' en
faidep'ition la Première aucager d'information
scite à laquelle du S. Procureur du Roy
en date en vint neuf juillet dernier de
l'ancien G^o

Laquelle deposition alui l'ene et par lui
citedue aient ayenant s'ement par lui jette
jamais n'ire sur le saint Sanglier telle
ete faidep'ition l'avis ainsi scite jette
contenu veite à laquelle l'ene en rien
changer augmenter ny diminuer et p'ente
de l'ene alui scite de s'ourent Récolement
Ilz ap'ente Requie de signes et si vent Exe a
signé et na p'oulet l'axe

Laffont

Carbone J. J.
- Michel Dieulafoy J.
(guff.)

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 10, cahier des récolements (page-image 1/4)

dud

2 Jean Dami sur nomme Lambert age de
vingt quatre ans maeon Loge' a annam
Demais leuon anique alarequelles el par
meu espleu' quaderu coumit unafais
appais de sacrie pour elu exequin
de la fin d. sentence de Reue' en sacreposition
La troisieme aneget d'information faite
alarequelles dud. Procureur du Roy en date
du vingt uniesme Juillet dernier de tenens G
Laquelle deposition alu' Leu el par lui
entendu aie' moueue' fement par lui p'celle
samain mise sur les fames d'angille l'elles et
sacreposition l'avis ainf. faite Jelle contenu
verite' alarequelles Il ne vent rien changer
augmenter ny Diminuer el p'celle
Leu alu' faite de fouprenent Reuelement
Jly a p'celle' Requin de figures el fil vent lare
ap'is ne favis signes el ne vent lare

Carbanchet
Michel Daulapry

quatorze
du moys d'ad

3 Barthelomy Maurice age de treute ans ouvrier
macon Loge' au faubourg St. Clément prie' St. Aubin
leuon anique alarequelles el par meue espleu'
Thomas Daulapry

que de son contenu nous a fait apparoir de
facopie pour en execution de la surd. sentence
estre recollée en sa deposition la deuxieme au
cayez d'information faite a la quelle du
prochain dury au datté du vingt neuvieme
juillet dernier de l'année 82.

2me page

Laquelle deposition a été lue et parue,
entendu a cet effet par nous parue pres
semaine une fois par semaine. Celle
estre sa deposition l'avois ainsi faite. Elle contien
vent a la quelle il ne veut rien changer
augmenter ny diminuer et penite
celle a été faite de son propre recollection
seul a point de Regim de signes et s'en veut
a cet effet l'avis signes et s'en veut l'avis

Tollemet ass.

Michel Dicaufort

du Dictionnaire.

4 Marie Bozi agée de trente six ans fille de service
chez M. Labbe' mage Restant Rue d'Herault
Remoim aniquie a la quelle et par nous exploré
que de son contenu nous a fait apparoir de sa
copie pour en execution de la surd. sentence
estre recollée en sa deposition Laquatrieme
au caye d'information faite a la quelle du
prochain dury en datté du treize juillet
dernier de l'année 82.

Tollemet ass.

Pièce n° 11,
cahier des confrontations,
8 au 19 août 1775

Confrontations faites
à Joseph Barou



Le huitième
avril mil sept cent
soixante quinze

Mandé venir de prison du present hotel
devant dam le greffe criminel du S. hotel
le nommé Joseph Barou accusé pour et en
exécution de la fin d. sentence lui et d.
accusé et confronté François Laffont domestique
du S. labouer logé à la rue vinaigre
Remon acc. fin anique à la requête du procureur
dury et par exploit de ce jour fait par
sempé humies comme non a fait apparoir
de l'accusé finant sa deposition la Première
au cas de information faite à la requête du
Procureur dury et par exploit de ce jour
fait par sempé humies comme non
a fait apparoir de l'accusé finant sa
deposition la Première au cas de
information faite à la requête du
Procureur dury en date du vingt neuvième
juillet dernier et pour celement Le
Premier au cas de recouvrements de deniers
30

Lesquels étant en présence l'un de l'autre
sont

Carbone Laff.

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 11, cahier des confrontations (page-image 1/12)

Interpellés moyennant serment par eux
séparément priés leurs mains mises sur les
saints Evangiles ils se souviennent si le sieur
accusé veut faire ou a la déposition et révoquant
dudit témoin que si y aient objet ou reproche
à propos contre le dit témoin que le propre
tout présentement et avant de lire la
lecture de la déposition et révoquant dudit
témoin et avant qu'après il y sera plus
recevant la déposition que nous lui avons
expliqué et nous entendre lui ayant
fait faire lecture de premier article de la
déposition et révoquant dudit témoin contenant
son nom son âge qualité et demeure et
comme nous avons autrefois y de quelque
dame de ce pays

2. page
Le sieur Accusé a été reconnu de son
témoin et nous aucun objet ou reproche
à propos contre lui

Le sieur témoin a été reconnu le sieur accusé
Poursuivre celui qui il parla d'origine l'alle
trouvé au lieu d'origine

Le serment du sieur de la lecture faite
de la déposition et révoquant dudit témoin le nous
interpellés de nous déclarer si y aient la même
et si entendu parler d'un sieur dudit accusé

La font

Carbonet

Pour lequel a été
recevlement et
a soulevé face a
present et il que led. ~~accusé~~ ^{seigneur} present et celui
elle même homme qu'on appelle il devin et
dout il aultement parler d'au fait de deposition
et recevlement et penite.

Scit accusé a été que les recevlements et
deposition d'au. leuvin contienent vaine
en ce qu'il se fait l'au. entre lui accusé et le
leuvin et ajoute que ne par devin ny ne
la jamais de mais que se fait de la baguette
pour convoier ou il y a de leuvin et de l'angeur
et que ce se fait par le moyen de la même baguette
qui contienent ~~une d'au. d'au. d'au.~~ ^{une d'au. d'au. d'au.} et penite
Le d. leuvin a été avoir dit l'aveinte d'au
fait de deposition et recevlement et penite d'au.
et ainsi se font sepaier pendant l'un et
l'autre comme d'au. après lecture a eu
faite de leur prente confrontation a la quier
il ou penite d'au. l'un et l'autre de figures
et si led. leuvin veut taxer led. accusé
na seau figures et led. leuvin a figure et
na veulent taxer

Sabour

Carbone

Michel Daulafor

3. page

1. pourvoir
trouver si une
personne a fait
quelque chose
qu'on voudrait
savoir

Sabour

Carbone

B. George

Son expérience. L'un et l'autre lecture
 peinte de la déposition et évidemment
 l'un ou l'autre Interpelle' de nous déclarer
 si c'est la vérité et si c'est seulement par
 dans le cas d'un ami présent lequel a été
 par déposition et évidemment être véritable
 qu'il a seulement face à face au P. ami présent
 et que le P. ami présent enclin. Elle
 même homme qu'on appelle un devin et
 dont il a seulement par dans la P. déposition
 évidemment et par

Le D. aurois aimé qu'on ne recueillant et
deposition du D. Lermoin contiennent vérité, en

Carbone L. N.

ce qui se passe entre lui et le D. Lemoin et
pendant
le D. Lemoin ainsi se sont séparés pendant
leur et l'autre comme d'un après l'autre
deux fois de leur présence consensuelle
à laquelle ils ont signé. Requin. L'un et
l'autre de signés et si le D. Lemoin veut l'autre
le D. Lemoin et le D. Lemoin ou l'autre l'autre
signés et le D. Lemoin ne veut l'autre

Carbone & Co.

Michel Dieulafoy & Co.

duquel on est

G. G. G.

Maurice venant de la Prison de la fure
grasse de J. Joseph Baron accuser pour l'en
exécution de la fure. J'enlève lui être accusé
et accusé de l'autre Maurice macon
Loge au faubourg St. Clément de St. Aubin
Lemoin et l'autre ainsi à la Requin et parvenue
après il que d'un comme un a fait apparemment
de l'autre fure et la déposition la deuxième
aucune d'information faite à la Requin et
Procès d'un en l'acte du vingt-neufième juillet
dernier et son Revêtement le troisième
aucune de Revêtement de l'autre & a

Stollmeyer

7^{me}
page

Lesquels l'un en présence l'un de l'autre
interpellés ayant fermement parvenus séparément
mettre leur main unie sur le saint Evangile
fils fidèlement si le D. accusé veut se
recuser à la Déposition et recouvrement du ser-
ment que si à cet objet surprendre
à propos contre le D. témoin qu'il se
propre tout présentement et avant
d'entendre la Lecture de la Déposition et
recouvrement du D. témoin d'autant qu'après
Jury serapole Recen suivant l'inter-
rogatoire avoir copié et donné à entendre
lui ayant fait faire lecture de premier
articles de la Déposition et recouvrement du
témoin contenant son nom son âge et qualité
et même reconnus un parent à l'égard
serviteur ou domestique d'une des parties
Le dit accusé a dit ne pas connaître le D.
témoin et avoir aucun objet ni reproche à
propos contre lui
Le D. témoin a dit reconnaître le dit accusé
L'interpellation l'un de l'autre Lecture faite
de la Déposition et recouvrement du D. témoin l'avoir
interpellé de vous déclarer si c'est la
vérité et si à cet effet parer et en Jean P.
Tollent aff

du D. accusé présent lequel a été séparé
et recollé en venant à l'écrit
par a fait au D. accusé présent et est que
le D. accusé présent est celui et le même homme
qu'on appelle de voir et de voir il a été en
parler dans la D. de parution et recollé et
perite

gme
page

Le D. accusé a dit que la de parution
et recollé du D. témoin contienne veule
qu'il peut bien se faire que soit trop à en,
nommant le témoin du D. vol et en du qu'une
des branches de sa baguette soit rompue
et que le D. témoin a dit que les autres
vouloient que lui accusé dit que c'étaient deux
autres qui avoient fait le vol et perite

Le D. témoin a dit qu'il a dit seulement
à l'accusé qu'il ne s'ouvrait point le
deux qu'il avoit nommé mais bien deux autres
mais l'accusé soutient que c'étaient les deux
qu'il avoit nommé et perite aussi

Et ainsi se font séparés Periteau Lume
Vauhe comme de même après lecture des faits
de leur Procès confrontation à la queue il
ont perite Regim Lume l'autre de signer
et si le D. témoin veut taxer le D. accusé et le
témoin ou bien ne s'avis signer et le D. témoin
ne vouloit taxer

Tollemer afz

Michel Diaulafoy

9^{me} page
Mandé venir de D. Prion d'au delà du
grosse D. Joseph Baron accu pour le
exécution de la fin d. sentence lui être accu
de soufrouls main Doze sille de finies de M
Labbé magis de tant que de crasse leuvin
accu fin amguis alarequette et parvenue
capitule qu'en son crimelle non a fait appais
de facopies finies se de pentins la quatrieme
aucyes d'information faite alarequette en
Procureur dury en l'acte de l'enleva fin de l'enleva
et pour celement les quatrieme aucyes de
Recollement de l'enleva

Lequel Etant en prison l'un de l'autre
Interpellé un genant serment par eux separement
pulle l'enleva main l'un sur le saint Evangile
s'il se souviennent si le D. accu veut se souviennent
alade pentins et recollement en D. leuvin
que s'il a des objets ou reproches a proposer contre
le D. leuvin qu'il le propose tout presentement
et avant de l'entendre la lecture de la deposition
et recollement en D. leuvin d'autant qu'après
Jury sera plus Recu finies l'enleva
que nous lui avons expliqué et l'enleva entendre
lui ayant fait faire lecture des premieres articles
de la deposition et recollement de la D. leuvin
contenant son nom son age qualite et
demeure et de toutes ses parents allies
servants ou domestiques d'aucune des parties

Tollemecras

Le dit accusé a dit ne pas connaître le dit
Lemoin et n'avoir aucun objet ni reproche
à proposer contre elle

Le D. Lemoin a dit ne pas connaître le dit
accusé

10me page
Lorsqu'on a vu l'une de l'autre Lecture faite
de la Déposition et recotement de la D. Dame
Lemoin l'avoué Interpellé de son décalare
si elle y avait l'assise et si elle avait entendu
parler dans le dit d. accusé pendant l'interrogatoire
à la déposition et recotement et si véritable
ce qu'elle a soutenu face à face au d. accusé
pendant et si elle ne sait pas si le d. accusé
pendant en celui elle même homme qu'on appelle
devant elle a entendu parler dans la
déposition et recotement de la D. Dame

Le D. accusé a dit qu'il avait été envoyé chercher
pendant deux fois et n'ayant rien vu la dernière
fois chez la Dame seigneur au sujet d'un vol
d'argentier le serviteur de la D. Dame
lui a dit voir une table sur laquelle elle
lui a dit qu'il y avait un couvert qu'on
n'avait point volé mais qu'on avait pris d'un
côté trois fourchettes et un cuillier. elle
lui a dit que ceux qui avaient fait
cela n'avaient pas fait faire de mal dans

Tollemers

11^{me} page

L'intention de voler la D. argenterie
Parceque si avoient eu cette intention se
auvent volé celle qui étoit sur la table
des servantes de la D. dame dirent avec
propres qu'ils avoient une fille dans la
maison qui leur vouloit du mal et qu'ils
de gauguenard dit cela si quelqu'un accuse
dit que peut-être c'est celle fille qui leur
avoit pris l'argenterie pour le faire chercher
et y perir

Et ainsi se sont séparés pendant l'un et
l'autre comme de même après lecture avec suite
de leur présente confrontation à laquelle il
ont prêté l'un et l'autre de signer
et si la D. leuwin veut signer la D. acme et la D.
leuwin ont signé avoir signé et la D. leuwin
ne veulent signer

Tollemecq

= Michel Trucassier

8. 14. et 19. août 1775

Cage de confrontation
faite à Mejean Baron

1. François Laffont Domedigne
2. Jean Darrin maeon
3. Barthelémy mauric maeon
4. Marie Boze sœur de service

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 11, cahier des confrontations (page-image 12/12)

Pièce n° 12,
conclusions définitives
du procureur du roi,
21 août 1775
suivies de la
délibération du conseil,
21 août 1775

[restées vierges, les pages 3 et 4 n'ont pas été reproduites]



Le Procureur du Roy

g^{ra} Le Dictum de la sentence Reueue fu la
forme de proces contre Joseph Bawen
en date du 8.^e avr^{il} suivant. Les parties
de la 3.^e sentence avec l'exploit de signiffication
en date du 8. du d^u. L'exploit a tenu lieu
pour etre oim Reueu et confronte. Le
Caz en Reuelement fait en consequence
en date des 8. 11. et 12. d'oct. Le Cez
de confrontation fait en consequence en date
des 10. jours et tout ce qui s'en suit

Requiers que fuyent definitivement
vu ce qui resulte des charges, et des
interrogatoires, de la cour, prenant trois
des annexes y contenues, et rejetant les
qualifications, ledit Joseph baron soit
ete condamné a estre renfermé a
l'hospital de la gram pendant lespace
de trois ans. ce 21. aout 1775
L'ayme par. Du roi

21. avril 1775.

M. Vollemer 3. au Thopital

M. Dalba 2. au Thopital
D. moi de priapet

M. Carbone 1. au Thopital

M. Deu 1. au Thopital

M. malpel au carcan Louis infirm
au carcan et D. au
Thopital

M. Gabriel Jeeu

M. Meneau D. aff. cher Coferdum clive
au Thopital au diffen Sou
Pye cupuette de cideu

M. Mameu de l'au de M. malpel

M. Colleu rouge alain de M. malpel,
L'au au oppimant de l'au au p'au
alain de au Thopital sans aff. cher

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 12, conclusions définitives (page 4/4 – image 2/2)

Pièce n° 13,
interrogatoire à la barre,
[21] août 1775

[restée vierge, la page 3 n'a pas été reproduite]

Interrogatoire alabane



du
an mil sept cent
Soixante quinze

premiere
page

Joseph Darou, age de quatre vingt ans ou
environ mandant Loge rue bouvaime pres
l'hospital de la grave Decret de prison au corps
prisonnier d'entre prison du present hotel de
ville & le voir alarequette du S. Arceveue d'auy
ou alabane arguant serment par lui presté
sacrament une fois en saint Evangile a prouvé
et sur dire verité, le voir ala Parion figuier de
notre Seigneur Jesus Christ a prouvé et sur dire
verité

Interrogé si de vingt huit dernier de juillet
dernier de macon gantelé de vafalle
sur le vol de plusieurs bouteilles de vin Il ne
dit que c'estoit le nommé Roger eleveur de
mauvaises qui estoient les auteurs de ce
vol en regard de sabaguettes Trouveant quelques
pièces et si quelque tems après Car. Jean
dernier Il alla avec la Dame de prison
ou Il est sur un vol d'argentaine que c'estoit
la servante de l'abbé mage qui avoit pris l'argentaine
qui manquait pour Mettre la servante
de la D. dame en prison

Repond S'avoit premier fait quel chose
Mancz Capitoul

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 13, interrogatoire à la barre (page 1/4 – image 1/3)

Deuxième
page

Je soussigné de la sorte. mais que pour le
derrière je le refuse à son futur gendre sur
leerone et à son repousser à la consultation.

C'est à dire dire l'acte et les l'avis d'elle,
et elle a lui faite de sa description Il y a vu
de qui des figures et de la ne l'avis signer
M. M. M. M. M.

= Michel Dulafoy D. gress

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 13, interrogatoire à la barre (page 2/4 – image 2/3)

*Jules Galvin Alabane de
Joseph Baron*

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 13, interrogatoire à la barre (page 4/4 – image 3/3)

Pièce n° 14,
sentence définitive,
21 août 1775

Juge le 21 août
1775
M^e. Tollemier ass. rapp^r



Culre le procureur du Roy de la ville plaignant
et demandeur en suite de notre sentence Nous
sur la forme de procès pour ce qui de prélimin
devin d'une part elle nommée Joseph Barou
maudiant habitant de celle ville de son de celle
depuis aucuns prisonniers d'au les prison
du premier hôtel de ville y le roi à laquelle
dnt. Procureur d'au y alabane et
deffenseurs d'au

Nous Capitulons le Dictum de la sentence
Pas nous Nous sur la forme de procès
contre le D. Barou en date du 8^e août
avant avec les prisonniers y la prison l'expertise
de la sentence avec l'exploit de signification
en date du 8^e dnt. l'exploit de signification
pour être ouï de l'avis de l'avis de l'avis
Ces de l'avis de l'avis de l'avis de l'avis
dnt. celui de la confrontation faite au
Joseph Barou dnt. jour. le lendemain
en suite de l'avis de l'avis de l'avis
de l'avis de l'avis de l'avis de l'avis
de l'avis de l'avis de l'avis de l'avis
de l'avis de l'avis de l'avis de l'avis

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 14, sentence définitive (page-image 1/4)

N°
De Reviser
sous peine de
punition exemplaire
et de sortir dudit
hôpital

Marnen

Pas Notre Presente sentence en force
deliberation du conseil disant droit
definitivement des parties vices qui resulte
des charges prenant droit de leur chef
advers cum quier dans le Jurenvalvire
dud. Baron deuri. Rejetant la qualification
avoir Condamner et Condamner le
Joseph Barou aetre deusenne de l'hospital
de la grave pendant l'espace d'une annee
avec deffence de s'attacher au le sis teur
Soulter degen de droit de l'evindammour
en outre des depeus enver ceux qui le
ont exposer l'ignorer a la somme de
rapeloul

Marnen Capitoul
Marnen Capitoul

Marnen Capitoul

Marnen Capitoul

Marnen Capitoul

Marnen Capitoul

Marnen Capitoul

Marnen Capitoul

Marnen Capitoul

Marnen Capitoul

L'an mille sept cent soixante quinze elle

Michel Dandoy & Co.

Dictum de sentence en
désincliné verbal de
prononciation d'acte.

Contre Joseph Baron

FF 819/6, procédure # 134.
pièce n° 14, sentence définitive (page-image 4/4)

Pièce n° 15,

expédition de sentence et verbal d'enfermement, 23 août 1775

transcription :

Nous capitouls, gouverneurs de la ville de Toulouse, chefs des nobles juges ez causes civiles et criminelles de la police et voirie en laditte ville et gardiage d'icelle, au premier de nos huissiers sergent ou autre, requis comme en l'instance criminelle devant nous introduitte et pendante entre les parties bas-écrites a été ce jourd'hui rendue la sentence dont la teneur suit, entre le procureur du roy de la ville plaignant et demandeur à suite de notre sentence rendue sur la forme de procéder pour cas de prétendu devin, d'une part ; et le nommé Joseph Barou, mandiant habitant de cette ville, accusé décretté de prise au corps, prisonnier dans les prisons de l'hôtel de ville, y écroué à la requette dudit procureur du roy, ouï à la barre et deffendeur d'autre ; nous capitouls, v(e)u le dictum de la sentence par nous rendue sur la forme de procéder contre le dit Barou en datte du huitième août courant avec les pièces et ennoncées l'expédié de laditte sentence avec l'exploit de [as]sig[nati]on en datte du huit dud[it], l'exploit à témoins pour être ouïs, récolés et confrontés, le cayer des récolements en datte des huit, quatorze et dix-neuf dudit, celui des confrontations faites aud[it] Joseph Baron desdits jours, les conclusions en deffinitive dud[it] procureur du roy en datte de ce jourd'huy, ensemble l'interrogatoire à la barre dud[it] Joseph Barou aussy en datte de ce jourd'huy et tout ce que faisoit à voir ;

par notre présente sentence, eue sur ce délibération du conseil disant droit deffinitivement aux parties, v(e)u ce qui résulte des charges, prenant droit d'icelles et des aveux consignés dans les interrog[at]res dud[it] Barou accusé, rejetant les qualiff[icati]ons, avons condamné et cond[amn]ons led[it] Joseph Barou à être renfermé dans l'hôpital de la Grave pendant l'espace d'une année avec deffenses de récidives sous peine de punition exemplaire et de sortir dud[it] hôpital avant led[it] temps sous les peines de droit, le condamnons en outre aux dépens envers ceux qui les ont exposés, liquidés à la somme de...²¹.

Manenc, capitoul – Mascart, capitoul – Malpel de Latour – Pratviel d'Amade, capitoul – Carbonel, assesseur – Dalbes, assesseur – Tollemer, assesseur rapporteur, signés au dictum de la présente sentence.

²¹ Le scribe n'aura pas noté le montant des dépens ; non plus que sur l'original de la sentence.

Nous, à ces causes à la réquisition du[dit] pro[cureur] du roy vous mandons pour l'exécution de la présente sentence faire tous exploits requis et nécessaires ; donné et expédié à Toulouse le vingt-unième aoust mil sept-cents soixante-quinze.

Collationné.

L'an mil sept-cents soixante-quinze et le vingtroisième jour du mois d'aoust, nous Jean-Pierre Sempé, huissier aud[ienci]er de messieurs les capitouls rézidant à Toulouse rue de Las Leys, paroisse du Taur, soussigné, à la requette de monsieur le pro[cureu]r du roy de la ville et sénéchaussée de Toulouse qui fait domicile en son hôtel rue du Canard, paroisse Saint-Etienne, la sentence cy-dernier et des autres parts écrite à etté intimée et signiffiée suivant sa forme et teneur au nommé Maurice portier de l'hôpital général Saint-Joseph de la Grave de cette ville affin ne l'ignore et à icelluy avons fait commendement d'enfermer dans le dit hôpital le nommé Joseph Baron, que nous lui avons remis pour y rester renfermé pendant l'espace d'une année conformément à laditte sentence, comme aussy avons fait deffences au dit Maurice de meitre le dit Joseph Baron en liberté avant ledit tems sous les peines de droit ; et ce parlant à la personne dud[it] Maurice trouvé à la porte du dit hôpital. Baillé copie tant de laditte sentence que présent exploit.

[suit la signature] Sempé.


Vous Capitoulx gouverneurs de la ville
de Toulouse chefs des nobles juges et Coadjuteurs
Civiles et Criminelles de la police et voirie
en ladite ville et gardiages d'icelle aupremière
de nos huissiers Sergent ou autre Requier
Comme En l'instance Criminelle devant nous
introduitte Et pendante entre les parties
bar. Ecrites de la Jourdain Rendue la
Sentence dont l'attenué suit, Entre le
Procureur du Roy de la ville plaignant et
Demandeur a suite de notre Sentence Rendue
sur la forme de procéder pour l'arrest de
pretendu Devin d'une part et le Nommé
Joseph Barou mandiant habitant de cette
ville accusé de rrette depuis au Corps
prisonniers d'aucs lieux prisonniers de l'hôtel
de ville y Peronné ala Requette dudit



FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 15, expédition de sentence et verbal d'enfermement (page-image 1/4)

Procureur Du Roy ouï ala Barre et
Defendeur Vautre, Nous Capitouls recu
ledictum de la Sentence par nous rendue
sur la forme de pourvoir contre ledit Barou
en date du huitieme avec courance avec les
pieces y Ennoncées Les pieces de la dite Sentence
avec l'exploit de Signe en date du huit d'ud.
l'exploit a temoins pour estre ouïe Recotier
et Confronter Le Cays de Recotement
en date de huit, quatorze, et Dix Neuf
d'ud. Celuy de Confrontation fait
aud. Joseph Barou de dit jour de
Conclusion en definitive d'ud. procureur
Du Roy en date de ce jour d'ud. ensemble
interrogatoire ala Barre d'ud. Joseph
Barou aux en date de ce jour d'ud.
et tout ce que faisoit avoir par
Notre Reverte Sentence
sur ce Deliberation du Conseil
disant Droit definitivement avec parties

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 15, expédition de sentence et verbal d'enfermement (page-image 2/4)

De ce qui Resulte des Charges prenant
droit d'eller et des aveux consignés au
leur Interrog^{es}. Dudit Barbu accusé Rejetter
les qualiff^{es} pour avoir Condamné Et Cond^{amné}
led. Joseph Barbu à être Renfermé dans
l'hôpital des agues pendant l'espace
d'une année avec des efforts de Recidiver
sous peine de punition Exemplaire et
de Sortir dudit hôpital avant led temps
Pour des Peines de droit de Condamner
En outre aux Depens Envers Ceu^x qui
leur ont exposés liquidiers à la Soumme de
marc Capitul, marc Capitul, malpel de tator
pratviel, Damade Capitul, Carbonel asperneur.
Dalber asperneur Tollemier asperneur rapporteur. Signé
audictum de la presente sentence nous a ces causes, ala
Requisition dudit p^{re}. Dudit Roy nous mandons pour
l'execution de la presente sentence faire tous exploits,
Requis et necessaires, donner ed^{ict} expedie a toutours de
Vingtvieme aoust mil sept cents Soixante quinze.
Cottationne

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 15, expédition de sentence et verbal d'enfermement (page-image 3/4)

L'an mil sept cent soixante quinze le vingt troisieme
Jour du mois d'août nous Jean pierre sempre huissier aud.
demeurant Les Capitois deuant atoutours d'auc delas
parroisse d'utaur signifié alaquelle Demonsieur Le pro.
curator De La ville Et senechaussée De Toulouse qui fait
Domicile En son hotel d'au du Canard parroisse saint Etienne
La sentence Cy dessus Et des autres parts l'entente attie Intime
Et signifiée suivant La forme Et teneur mentionné
Maurice porteur De l'hospital general Saint Joseph De la
grace De cette ville afin ne digne Et affectuy a vous faire
Commendement d'Infermer Dans ledit hospital Le
Homme Joseph d'aron que nous lui avons remis pour
steriliser l'enfermer pendant l'espace d'une année conformément
ala dite sentence, comme ausy a vous fait deffence
audit Maurice d'entreprendre ledit Joseph d'aron l'iliberte
avant ledit tems sous les peines de droit Et ce par laud
alapersonne dudit Maurice l'écrite d'au porte d'au
hospital. Oraille copie Tant De La dite sentence que
present exploit

sempre

FF 819/6, procédure # 134.

pièce n° 15, expédition de sentence et verbal d'enfermement (page-image 4/4)